



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Secrétariat général pour l'administration

Défense et Histoire

La lettre électronique du Centre d'études d'histoire de la défense - Version papier

1	Editorial	2
2	Dossier	3
3	Événement 2007	5
4	Les cahiers du CEHD	5
5	Actualité scientifique	6
5.1	Journée d'études	6
6	En préparation	7
6.1	Colloque	7
6.2	Journée d'études	7
7	Revue de presse internationale	7
8	Les notes du CEHD	11
9	Recensions	12
9.1	Alexis Troude	12
9.2	Anne-Aurore Inquimbert	12
9.3	Albert Pestre	12
9.4	Antoine Champeaux	13
9.5	Anne Bernou-Fieseler et Fabien Théofilakis	13
9.6	Eric Deroo et Antoine Champeaux	14
9.7	Georges Vidal	14
9.8	Robert Belot	14
9.9	Jean-Claude Pomonti	15
9.10	Jean-René Bachelet	16
10	Publications	17

2007 sera une année de changement à plus d'un titre pour le Centre d'études d'histoire de la défense. Comme cela avait été annoncé dans le numéro de septembre de Défense et Histoire, le lettre d'information du CEHD ne paraît désormais plus que par voie électronique. Je suis conscient que Défense et Histoire perdra des lecteurs mais le nombre de "lecteurs" disposant de l'Internet est sans cesse croissant. Ce que Défense et Histoire perdra en confort, elle le gagnera en information puisque cette nouvelle formule, plus souple, permettra notamment de mieux assurer la fonction de veille scientifique du CEHD qui lui est reconnu ; elle permettra également de mieux faire connaître les travaux réalisés par et pour le CEHD.

Mais le Centre lui-même change aussi puisque, dans le cadre de la fusion des services historiques, il a été décidé de créer un Conseil scientifique qui constituera notamment l'instance d'évaluation de l'ensemble des centres et services effectuant des recherches historiques au sein du ministère de la Défense. Parmi ses nouvelles fonctions, le CEHD assurera le secrétariat permanent de ce Conseil. La coordination entre les différentes institutions est, quant à elle, assurée par un Comité directeur également commun à toute la recherche historique menée au Ministère. Le Conseil scientifique et le Comité directeur sont placés sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration.

A côté de tous ces changements structurels dans son environnement, le CEHD continuera, comme par le passé, de mener et de promouvoir recherches et activités scientifiques dont la nouvelle formule de Défense et Histoire vous informera régulièrement.

Jean-Christophe ROMER

Directeur du centre d'études d'histoire de la défense

« L'échec de la paix ? L'Indochine entre les deux accords de Genève (1954-1962) », colloque international organisé par Christopher Goscha et Karine Laplante à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), 6-7 octobre 2006.

Compte rendu par Pierre Journoud, chargé de recherche au CEHD.

Combler un relatif vide de l'historiographie des guerres d'Indochine et mieux comprendre les origines de la « guerre du Vietnam », tels étaient les objectifs des organisateurs de ce colloque international sur l'entre-deux-guerres, des accords de Genève pour l'Indochine (1954) aux accords de Genève pour le Laos (1962). Même s'il ne donne qu'une vue très partielle des résultats, le compte rendu qui suit prouve que ces objectifs ont été largement atteints.

Si une majorité des participants européens, nord-américains et asiatiques de ce colloque ont surtout traité du début des années 1960, il a bien sûr été souvent question de la première conférence de Genève, en 1954, et des conséquences qui ont résulté de l'application ou non de ses clauses, ainsi qu'à l'autre extrémité, de la guerre sino-vietnamienne de 1979. Professeur émérite à l'INALCO, **François Joyaux** est revenu en introduction sur les conditions dans lesquelles il avait effectué et publié sa thèse fondatrice sur *la Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine. Genève 1954* (Paris, Publications de la Sorbonne, 1979). Il a fortement relativisé l'apport des archives déclassifiées par le parti communiste chinois, regrettant tout particulièrement leur silence sur certains aspects pourtant essentiels de la première conférence de Genève : sa préparation au sein du camp communiste, la rencontre entre Zhou Enlai et Ho Chi Minh début juillet, et les ultimes pressions chinoises sur les Nord-Vietnamiens pour leur faire accepter le 17^e parallèle comme ligne de démarcation provisoire¹... C'est l'un de ses anciens étudiants, **Nayan Chanda**², qui a conclu le colloque, en insistant sur l'impact du schisme sino-soviétique sur les événements étudiés. Il a rappelé notamment que la guerre sino-vietnamienne de 1979 marquait le paroxysme d'une crise qui s'était nourrie de divergences croissantes entre les deux alliés, déjà manifestes lors de la réunification militaire du Vietnam en 1975 (les drapeaux chinois avaient été interdits à Cholon, le quartier chinois de Saigon). Entre ces deux extrémités de la « chronologie chaude » de l'Indochine, les interventions et les débats se sont focalisés sur la période 1958-1963, autour de trois niveaux d'analyse en interaction constante : le local, le régional et l'international. Les lignes qui suivent se bornent à évoquer brièvement quelques-uns des apports historiographiques du colloque, en distinguant la période 1954-1962 des conséquences de la conférence de Genève pour le Laos, en 1962-1963.

Entre 1954 et 1960, Eisenhower et Dulles cherchent à gagner du temps, en renforçant le Sud-Vietnam pour compenser les revers de la politique française et créer un modèle susceptible d'éviter la chute d'autres dominos. Cette politique était conçue comme un préalable à la création – en fin de compte illusoire – d'un système global de type « pré-guerre froide », en paix, prospère et gérable (**Ronald Pruessen**). Kennedy arrive au pouvoir avec un regard neuf, certes, mais ne parvient pas, notamment vis-à-vis d'une Chine encore jugée expansionniste et dangereuse, à se départir de l'idéologie anticommuniste de l'administration précédente. La fermeté de sa politique au Vietnam procède largement d'une surévaluation de la menace chinoise et du facteur idéologique en Asie du Sud-Est (**Karine Laplante**). Il est vrai que dans la haute administration, l'expertise de la région est alors bien maigre. Michael Forestall, l'un des principaux conseillers de Kennedy pour le Vietnam, n'a-t-il pas averti le Président, avant d'accepter le poste que celui-ci lui propose au NSC, de sa méconnaissance totale de l'Extrême-Orient ? Choisi pour son regard neuf, Forestall se trouve rapidement prisonnier des mêmes présupposés idéologiques que ses prédécesseurs. Les simplifications se substituent à une analyse sereine de la situation : le Laos et le Vietnam sont perçus à travers un prisme idéologique qui privilégie la géopolitique de la guerre froide sur les problèmes du colonialisme, du nationalisme, de la modernisation et de l'économie politique (**Andrew Preston**).

Or, plusieurs intervenants ont insisté, à rebours d'une certaine historiographie, sur la prudence et la modération des dirigeants nord-vietnamiens pendant l'entre-deux-guerres (1954-1962), relativisant ainsi fortement le tournant de janvier 1959³ : soucieux de jouer un rôle modérateur, Hanoi demeure encore focalisé sur le développement de son économie, et paraît prêt à accepter la neutralité au Laos, où les rivalités entre les trois factions au pouvoir vont tourner à la guerre civile⁴. Même si la définition que donnent ses dirigeants de la neutralité est à la fois tardive et variable selon les années, le parti communiste vietnamien continue de mettre l'accent sur la lutte politique, perçue seulement comme un complément de la lutte armée (**Nguyen Vu Tung**). Placés sous la direction de Nguyen Khang et Chu Huy Manh, les conseillers militaires nord-vietnamiens qui, après 1954, avaient été secrètement dispatchés par Hanoi dans les deux provinces réservées au Pathet Lao (le parti communiste laotien), sont d'ailleurs retirés en 1957-1958. Ce geste traduit la confiance du parti communiste vietnamien dans une solution politique neutraliste au Laos mais ne l'empêche pas d'y poursuivre sa « mission civilisatrice », afin de bâtir une force politique et militaire digne de ce nom (**Christopher Goscha**). Les soldats démobilisés du Pathet Lao, dont beaucoup ont été entraînés au Nord-Vietnam, reviennent dans leurs villages et doivent faire profil bas. Si la réconciliation a été décrétée dans la capitale laotienne, il n'en va pas de même dans



¹ Les nouvelles archives sur la conférence de Genève de 1954, en particulier chinoises et vietnamiennes, ont été au cœur d'un colloque organisé à Washington D.C. par le *Cold War International History Project*, en février 2006 : « Reconsidering the 1954 Geneva Conference. New Archival Evidence ».

² Nayan Chanda est surtout connu pour ses écrits dans la *Far Eastern Economic Review*, dont il a longtemps été le correspondant pour l'Indochine, et pour son livre sur la troisième guerre d'Indochine (*Frères ennemis*, Paris, CNRS, 1987).

³ Par la résolution n° 15, le parti communiste nord-vietnamien, conscient que le rapport des forces évolue en sa défaveur au Sud-Vietnam, décide d'apporter son soutien à la lutte armée que réclament les révolutionnaires du Sud, pour combattre et renverser le régime anticommuniste de Ngo Dinh Diem, soutenu par les États-Unis.

⁴ Se disputent le pouvoir au Laos : les royalistes et la droite conduits par le général Phoumi (vallées de l'Ouest) ; les communistes sous l'égide du prince Souphanouvong (montagnes de l'Est) ; et les neutralistes regroupés autour du demi-frère de Souphanouvong, le prince Souvanna Phouma. L'évolution du rapport des forces entre 1954 et 1962 ne peut être détaillé ici.

les campagnes du Sud-Est du pays où l'hostilité est encore grande entre les factions qui se sont combattues (**Vatthana Pholsena**, sur la base d'une enquête orale effectuée parmi les vétérans de diverses origines ethniques au Laos).

Quant aux Français, encore présents au Laos malgré l'engagement croissant des Américains, notamment dans la modeste base militaire de Seno, ils ont accepté la demande sud-vietnamienne de retrait du Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient, dont le rôle était devenu symbolique après 1954. Après avoir quitté le Nord en mai 1955, les troupes françaises évacuent définitivement le Sud-Vietnam en avril 1956. Il ne reste plus à la France qu'une participation relativement marginale à l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est), où elle s'efforce sans grand succès de modérer les ambitions américaines, tout en nourrissant l'espoir de rester dans le club fermé des grandes puissances mondiales (**Pierre Grosser**).

Alimentée par l'affrontement entre une droite soutenue par les États-Unis et la Thaïlande, et une gauche appuyée par la RDV, la crise au Laos est précipitée par le (contre-)coup d'État neutraliste du capitaine Kong Le, en août 1960, qui provoque un rapprochement de la Thaïlande, où se trouvent de nombreux exilés laotiens, avec les États-Unis : c'est l'origine d'une « relation spéciale » qui survivra pendant toute la guerre du Vietnam et même au-delà. Aux côtés des États-Unis, la Thaïlande s'engage progressivement au Laos dans une véritable guerre – secrète pour ne pas violer ouvertement les accords de Genève de 1954 – et cherche à mobiliser l'OTASE contre les communistes. Mais la Grande-Bretagne, la France et l'Australie s'opposent à toute action militaire (**Sutayut Osornprasop**). Inquiète des risques de conflit avec la Chine et de l'impact d'une éventuelle intervention militaire au Laos sur son économie, la diplomatie britannique joue encore un rôle modérateur dans les négociations sur le Laos qui se sont ouvertes à Genève, en 1961, et aboutissent, en juillet 1962, à la restauration d'un Laos neutre, gouverné par un cabinet d'union nationale sous l'égide de Souvanna Phouma. Comme les Français, les Britanniques s'interrogent même sur l'opportunité de leur participation à l'OTASE. Mais en acceptant, tout au moins jusqu'au début du printemps 1962, le principe d'une opération militaire au Laos en cas d'échec des négociations, et en envoyant au Sud-Vietnam une petite mission militaire dirigée par Sir Robert Thompson, ils montrent qu'ils ne sont pas prêts à risquer un nouveau schisme avec les États-Unis pour le Laos, encore moins pour le Vietnam (**Matthew Jones**).

La paix avait-elle encore une chance après les accords de 1962 ? Les intervenants ont confirmé que la conférence de Genève sur le Laos ne pouvait permettre qu'un bref répit.

Certes, les États-Unis espéraient voir les Soviétiques exercer leur influence sur leurs alliés (Nord-Vietnam, Pathet Lao et même Chine), pour les contraindre à respecter la neutralité restaurée du Laos, contre des promesses de nouvelles garanties de sécurité en Europe. Et si la conférence a pu aboutir, c'est en grande partie parce que Moscou a accepté cette liaison Indochine-Allemagne même si, finalement, Kennedy n'est pas parvenu à s'entendre avec Khrouchtchev au sujet de l'Allemagne. Or, la modération américaine sur le Laos entraîne, par un effet presque mécanique, le renforcement de l'engagement des États-Unis au Sud-Vietnam, dont le principe a été décidé dès le printemps 1961 (**Laurent Cesari**). Du reste, en dépit des accords de 1962, Washington réussit à maintenir en fonction l'armée clandestine de Vang Pao. Constituée dès 1960 par la CIA, au sein de l'ethnie Hmong, cette armée est ravitaillée par un pont aérien (*Air America*) que Souvanna Phouma a tacitement approuvé. Ironie du sort, dans la course à la domination que se livrent les factions laotiennes et leurs clients respectifs, la première victime est le gouvernement neutraliste lui-même qui se désintègre progressivement en 1963-1964. Dès lors qu'aucun des adversaires ne veut être accusé d'avoir été à l'origine de la rupture des accords de 1962, la guerre au Laos doit absolument demeurer secrète (**John Prados**).

Au Laos, ni le Pathet Lao ni la droite ne veulent, en dépit des accords et des promesses de neutralité, abandonner la lutte pour le pouvoir. De même, aucune des puissances directement intéressées au sort de ce petit pays – les États-Unis, la Chine et le Nord-Vietnam – n'a réellement l'intention d'en respecter la neutralité ; aucune n'a renoncé à y exercer son influence. Même l'URSS, qui a néanmoins cessé ses approvisionnements aux neutralistes de Souvanna Phouma et demeure opposée à une extension du conflit en Indochine, escompte encore, comme la Pologne, qu'une neutralité durable au Laos pourra contribuer à la formation d'un régime communiste, au terme d'un processus graduel (**Malgorzata Gnoinska**). Pour sa part, plus que jamais opposé à la politique soviétique de coexistence pacifique, Pékin, qui possède une frontière commune avec le Laos et une longue tradition d'influence en Indochine, profite du retrait soviétique du Laos après 1962 pour accroître son influence, non seulement au Laos, concurrentement avec celle des Nord-Vietnamiens, mais aussi, précisément, au Nord-Vietnam (**Qiang Zhai**). C'est dire à quel point les accords de Genève n'ont pas mis un terme aux ambitions nationales et aux rivalités internationales au Laos. Pire, l'échec de la neutralisation de ce petit pays, et la reprise des hostilités à partir du printemps 1963, ont des effets désastreux pour le Vietnam. Après avoir redoublé d'efforts pour défendre l'existence du gouvernement de coalition laotien et imaginé un moment une solution semblable pour le Sud-Vietnam, Hanoi tire de cet échec la conclusion que la politique soviétique de coexistence n'est pas viable et que seule la lutte armée peut aboutir à la « libération » du Sud-Vietnam, comme le pense d'ailleurs l'allié chinois (**Pierre Asselin**). La priorité demeure la chute du régime diémiste ; non la neutralité du Sud-Vietnam, qui continue toutefois d'être prônée pour des motifs politiques.

Même si Ngo Dinh Diem n'est pas opposé, par principe, au concept du neutralisme dans les affaires internationales, il rejette la neutralisation du Sud-Vietnam (comme celle du Laos et du Cambodge), parce que celle-ci lui paraît faire le jeu des communistes. Convaincu qu'il va gagner la guerre et que l'intervention militaire américaine ne sera bientôt plus nécessaire, à l'exact opposé des conclusions de Washington, il espère maintenir le « partenariat limité » avec les États-Unis dans des proportions limitées et se trouver bientôt en position de force pour négocier la réunification avec Hanoi (**Edward Miller**). L'opposition structurelle du régime diémiste à la neutralité, les leçons tirées tant par Hanoi que par Washington de l'échec de l'expérience neutraliste au Laos, rendent le projet neutraliste particulièrement aléatoire pour le Vietnam. Née de la première guerre d'Indochine, cette ambition est pourtant portée par des Vietnamiens qui œuvrent au rapprochement des deux zones artificiellement séparées de leur pays, notamment autour de Nguyen Manh Ha, un ancien ministre d'Ho Chi Minh qui paraît avoir influencé une partie des gaullistes favorables à la négociation entre le Nord et le Sud-Vietnam, comme Jean Sainteny (**Claire Tran Thi Lien**). Précisément, le général de Gaulle, après quelques tâtonnements entre 1958 et 1962, se fait le défenseur de ce projet de neutralisation du (Sud-

)Vietnam, convaincu de ses vertus pacifiques et de ses conséquences bénéfiques pour l'influence française dans l'ancienne Indochine. La déclaration solennelle qu'il fait prononcer le 29 août 1963 traduit, avec cet espoir, un retour en force de l'Élysée dans la politique indochinoise de la France, ce qui provoque quelques secousses au Quai d'Orsay. Mais du fait du moment choisi et de la liaison opérée à tort ou à raison par les Américains, entre cette déclaration de portée générale et la révélation des tractations discrètes auxquelles a été localement associé Roger Lalouette, l'ambassadeur de France à Saigon, elle inaugure aussi la grande querelle franco-américaine sur le Vietnam (**Pierre Journoud**). Seul le Cambodge parvient tant que mal à suivre une politique neutraliste (que soutient la France de ses modestes moyens), mais les choix politiques que celle-ci entraîne seront lourds de conséquences. En effet, Sihanouk cherche à creuser le fossé entre la Chine et le Nord-Vietnam, ce qui se traduit, en politique intérieure, par une tendance à favoriser, au sein des communistes khmers, les radicaux issus de la jeune génération éduquée en France et plus proche de Pékin – les futurs Khmers Rouges –, au détriment des vétérans formés au Vietnam et plus enclins à la modération (**Ben Kiernan**). Cette politique, ainsi que l'escalade de la guerre au Vietnam, auront comme on le sait des conséquences tragiques pour ce pays et pour les relations khméro-vietnamiennes...

Au total, ce colloque aura démontré la vigueur des recherches historiques sur l'Indochine et fait connaître de nouvelles sources – vietnamiennes, laotiennes, chinoises, nord-américaines, françaises ou encore, polonaises. Il aura également confirmé l'importance de la période transitoire (1954-1963) dans la mise en place des stratégies nationales et des alliances bilatérales ou multilatérales. Il aura, enfin, souligné la nécessité de croiser les échelles et les niveaux d'analyse (politique, diplomatique, économique et social) pour mieux comprendre les événements dramatiques dont les pays de l'ancienne Indochine ont été le théâtre entre 1954 et 1979.

3 Événement 2007

Le prix d'histoire militaire (PHM) 2006.

Ce prix, destiné à récompenser des travaux universitaires, est attribué chaque année par un jury présidé par le secrétaire général pour l'administration du ministère de la Défense assisté du professeur des universités, directeur du centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD).

Tous les aspects de l'histoire militaire et de la Défense sont couverts.

Cette année, 6 thèses de doctorat ainsi que 12 mémoires de master (maîtrises) ont concouru au Prix d'Histoire Militaire.

Ce prix sera remis lors d'une cérémonie officielle à l'Hôtel de Brienne.



4 Les cahiers du CEHD

Le cahier 28 vient de paraître. Il s'agit du recueil de textes de la journée d'études du 19 octobre 2005 avec les associations d'anciens résistants et la fabrique de la mémoire de la seconde guerre mondiale, sous la direction de Gilles Vergnon et Michèle Battesti.

Cette journée a eu comme objectif de dresser un état des lieux sur la contribution des associations d'anciens résistants à la construction mémorielle de la seconde guerre mondiale et à la différence de leurs aînés de la Grande Guerre.

De nombreuses raisons expliquent ce vide historiographique relatif :

- un nombre plus faible de combattants dans une chronologie plus courte,
- un éparpillement du paysage associatif selon des critères politiques et géographiques qui voit coexister grandes associations nationales (ANACR, ANCVR...),
- les associations purement locales, associations professionnelles, associations nationales liées à un lieu ou un fait d'armes déterminé (le Vercors, les Glières...),
- la variation dans le temps des enjeux de mémoire à propos de la guerre, de l'Occupation et de la Résistance.

L'étude d'exemples locaux et de mouvements nationaux permet d'appréhender le lent processus de la cristallisation de la mémoire nationale avec le partage des tâches entre les témoins qui l'ont incarnée, les historiens qui la précisent et les pouvoirs publics qui en assurent la pérennité.

Ce cahier est téléchargeable sur le site internet du CEHD

5.1 Journée d'études

Le vendredi 24 novembre 2006, dans l'amphithéâtre Suffren de l'École militaire, à Paris, s'est tenue la 6e journée d'étude « Histoire militaire et sciences humaines ». Rappelons que, chaque année, le CEHD organise une journée d'étude consacrée aux questions méthodologiques et épistémologiques de l'histoire militaire en explorant les liens, les passerelles et les convergences entre notre discipline et les autres sciences humaines et sociales. Dans une perspective pluridisciplinaire, les intervenants à ces journées explorent en commun de nouveaux outils, de nouvelles méthodes, de nouveaux objets d'étude, de nouvelles problématiques et de nouveaux concepts. Après la sociologie, la philosophie, la démographie, la linguistique et les sciences de la communication, la psychiatrie et les sciences cognitives, les disciplines invitées étaient cette année la géographie et la géographie historique.

De toutes les journées de ce type, celle-ci fut certainement non pas la plus intéressante – elles le furent toutes – mais bien certainement la plus riche, et celle durant laquelle les échanges furent les plus réels entre les historiens et les géographes, à la tribune comme dans le public. Il est vrai que, les communications présentées par des historiens s'interrogeant sur des problématiques spatiales, et celles des géographes portant sur des questions historiques, les conditions d'une authentique rencontre interdisciplinaire étaient réunies. Tous les participants ont fait part de leur enthousiasme, mais ont surtout remarqué à quel point ces problématiques spatio-temporelles étaient vastes... Il a donc été décidé d'un commun accord de nous retrouver en fin d'année 2008 pour une seconde journée consacrée à la rencontre de l'histoire militaire et de la géographie, qui constituera par conséquent la journée d'étude « Histoire militaire et sciences humaines VII ». Comme cette année, elle sera à nouveau organisée conjointement avec l'UFR de géographie de l'université Paris IV, et notamment avec M. Philippe Boulanger, qui y est maître de conférence, car cette coopération a donné pleine satisfaction. Et l'idée a même été lancée de faire de cette problématique l'objet d'une journée d'étude annuelle du CEHD, qui serait ainsi distincte des journées d'étude « Histoire militaire et sciences humaines ». Mais cela reste encore à étudier et devra, dans tous les cas, recevoir l'agrément du Conseil scientifique du CEHD. Une telle décision aurait de bonnes chances d'être prise si l'organisation de telles manifestations devait s'élargir pour inclure les différents organismes géographiques du ministère de la Défense, avec lesquels le CEHD prendra contact très prochainement. Enfin, une idée a émergé durant les débats : celle de mettre en place un groupe de travail destiné à explorer les moyens et les méthodes en vue de la réalisation d'un système d'information géographique pour les historiens des questions militaires. Plusieurs participants à cette journée, dont un représentant de la société Thalès, ont d'ores et déjà donné leur accord pour y participer.

En attendant ces divers développements, les actes de cette manifestation sortiront dans les prochains mois sous la forme d'un nouveau *Cahier du CEHD*.

Programme de la journée :

Présidence de séance : Jean-Dominique Merchet, chroniqueur « Défense » au quotidien Libération

Introduction

L'histoire militaire et la géographie historique, deux approches complémentaires du fait militaire par Philippe Boulanger, maître de conférences à l'université Paris IV/Sorbonne

la représentation et l'exploitation de l'espace en histoire militaire : de la construction des mythes à la nécessaire maîtrise des espaces géographiques

Cavalerie et paysage au XVIe siècle par Benjamin Deruelle, prag à l'université Paris I/Panthéon-Sorbonne, doctorant en histoire.

Les Alpes : connaissances et représentations d'un espace stratégique aux XVIe et XVIIe siècles par Julien Alerini, prag à l'université Paris I/Panthéon-Sorbonne, doctorant en histoire.

Les militaires français et la 'barrière pyrénéenne' : construction et permanence du mythe (1720-1914) par Jean-Yves Puyo, maître de conférences à l'université de Pau et des pays de l'Adour, laboratoire SET (UMR 5603 du CNRS).

Quand les espions se faisaient géographes : L'exemple des agents de renseignement sur la frontière franco-allemande, 1871-1914 par Gérald Sawicki, doctorant à l'université Nancy II, professeur agrégé d'histoire.

Le fait historique en géographie des questions militaires, de la connaissance des héritages à l'utilité des temporalités.

La place de la géographie comme facteur essentiel du développement des  tats-majors français à la fin du XVIIIe siècle par Guillaume Lasconjarias, doctorant en histoire, professeur agrégé d'histoire.

L'héritage géographique d'un fait d'histoire militaire méconnu : le redressement naval napoléonien de 1810-1813 et la géographie maritime de l'Europe par Nicolas Todorov, docteur en histoire, professeur d'histoire et de géographie.

L'irréfutable emprise du facteur géographique dans la campagne australienne de Nouvelle-Guinée (1942-1944) par Jérôme Dorvidal, docteur en histoire, enseignant à l'université de la Réunion, membre du CRESOI (Centre de recherche sur les sociétés de l'océan Indien).

Le 'Jour J' : un calcul spatio-stratégique ? Réflexions sur le rôle de la répartition géographique des relevés météorologiques dans les opérations militaires par Olivier Cantat, maître de conférences à l'université de Caen, et Edwige Savouret, doctorante/allocataire-moniteur, membres du laboratoire GEOPHEN (Université de Caen/CNRS)

L'espace, les forces et le temps par Philippe Richardot, docteur en histoire, professeur agrégé d'histoire.

6 En préparation

6.1 Colloque

"La Chine et la mer : sécurité et coopérations régionales en Extrême-Orient depuis 1954", colloque organisé par l'université Paris I Panthéon-Sorbonne dans le cadre de l'étude EPMES n°141.

6.2 Journée d'études

Prévue le 6 juin 2007 sur le thème « Le bombardement alliés sur la France durant la 2e guerre mondiale. Stratégies, bilans matériels et humains » et organisée par le CHAC.

7 Revue de presse internationale

COLD WAR HISTORY, vol. 6, n° 2, mai 2006 : Johann Smula, « The Party and the Proletariat, Skoda 1948-53 » ; Phillip Deery, « 'A Divided Soul'? The Cold War Odyssey » ; Ingo Wolfgang Trauschweizer, « Tanks at Checkpoint Charlie: Lucius Clay and the Berlin Crisis, 1961-62 » ; Geraint Hugues, « 'Giving the Russians a Bloody Nose': Operation Foot and Soviet Espionage in the United Kingdom, 1964-71 » ; Robert McMahon, « Review Article – Cultural Bias Meets Apocalyptic Fear ».

COLD WAR HISTORY, vol. 6, n° 3, août 2006 : Graham Spinardi, « Waging Cold War – Science, Technology, and the Cold War: The Military Uses of the Jodrell Bank Radio Telescope » ; Kaeten Mistry, « Waging the Cold War – The Case for Political Warfare: Strategy, Organization and US Involvement in the 1948 Italian Election » ; Roger E. Kanet, « The Third World and the Cold War – The Superpower Quest for Empire: The Cold War and Soviet Support for 'Wars of National Liberation' » ; Jeremi Suri, « Superpowers in the Third World: A Debate – The Cold War, Decolonization, and Global Social Awakenings: Historical Intersections » ; William Wohlforth, « Superpowers in the Third World: A Debate – Superpowers, Interventions and the Third World » ; O.A. Westad, « Superpowers in the Third World: A Debate – Devices and Desires: On the Uses of Cold War History » ; Isabella Ginor et Gideon Remez, « From the Soviet Archives – Un-Finished Business: Archival Evidence Exposes the Diplomatic Aspect of the USSR's Pre-planning for the Six Day War » ; Irina Mukhina, « From the Soviet Archives – New Revelations from the Soviet Archives: The Kremlin, the Warsaw Uprising and the Coming of the Cold War ».

COLD WAR HISTORY, vol. 6, n° 4, novembre 2006 : Marilyn B. Young, « Two, Three, Many Vietnams » ; Helen Parr, « Saving the Community: The French Response to Britain's Second EEC Application in 1967 » ; Anne Deighton, « 'A Different 1956': British Responses to the Polish Events, June-November 1956 » ; Csaba Bekes, « The 1956 Hungarian Revolution and the Declaration of Neutrality » ;

Ewa Ochman, « The Search for Legitimacy in Post-Martial Law Poland: The Case of Claude Lanzmann's *Shoah* » ; David Painter, « John Gaddis and the Cold War: A Debate – A Partial History of the Cold War » ; Geir Lundestad, « John Gaddis and the Cold War: A Debate – The Cold War According to John Gaddis » ; Natalia I. Yegorova, « Russian Archives: Prospects for Cold War Studies » ; Alexey Filitov, « 'Germany Will Be a Bourgeois-Democratic Republic': The New Evidence from the Personal File of Georgiy Malenkov ».

INTELLIGENCE AND NATIONAL SECURITY, vol. 21, n° 4, août 2006 : Michael Warner, « The Divine Skein: Sun Tzu on Intelligence » ; Christopher Storrs, « Intelligence and the Formulation of Policy and Strategy in Early Modern Europe: The Spanish Monarchy in the Reign of Charles II (1665-1700) » ; Brian Villa et Timothy Wilford, « Signals Intelligence and Pearl Harbor: The State of the Question » ; Richard J. Aldrich, « The UK-US Intelligence Alliance in 1975: Economies, Evaluations, and Explanations » ; Lorie Charlesworth et Michael Salter, « Ensuring the After-Life of the Ciano Diaries: Allen Dulles' Provision of Nuremberg Trial Evidence » ; Simon Duke, « Intelligence, Security, and Information Flows in CFSP ».

INTELLIGENCE AND NATIONAL SECURITY, vol. 21, n° 3, juin 2006 : David R. Stone, « The August 1924 Raid on Stolpce, Poland, and the Evolution of Soviet Active Intelligence » ; Erik W. Esselstrom, « Japanese Police and Korean Resistance in Prewar China: The Problem of Legal Legitimacy and Local Collaboration » ; Gary Bruce, « *Aufklärung und Abwehr*: The Lasting Legacy of the Stasi under Ernst Wollweber » ; P.R.J. Winter, « Libra Rising: Hitler, Astrology, and British Intelligence, 1940-43 » ; Samir Puri, « The Role of Intelligence in Deciding the Battle of Britain » ; Antonio M. Diaz Fernandez, « Halfway Down the Road to Supervision of the Spanish Intelligence Services » ; M.R.D. Foot, « The Death of General Sikorski » ; Jo Wolters, « Remarks Concerning a Research Note on *The Dutch Affair* ».

INTELLIGENCE AND NATIONAL SECURITY, vol. 21, n° 5, octobre 2006 – Numéro spécial : « Intelligence, Crises and Security: Prospects and Retrospects ». Len Scott et R. Gerald Hugues, « Intelligence, Crises and Security: Lessons from History? » ; John Ferris, « Intelligence and Diplomatic Signalling during Crises: The British Experiences of 1877-78, 1922 and 1938 » ; Martin Thomas, « Crisis Management in Colonial States: Intelligence and Counter-Insurgency in Morocco and Syria after the First World War » ; Clive Jones, « 'Where the State Feared to Tread': Britain, Britons, Covert Action and the Yemen Civil War, 1962-64 » ; Alfred Rolington, « Objective Intelligence or Plausible Denial: An Open Source Review of Intelligence Method and Process since 9/11 » ; Daniele Ganser, « The CIA in Western Europe and the Abuse of Human Rights » ; Neville Wylie, « 'The Importance of Being Honest': Switzerland, Neutrality and the Problems of Intelligence Collection and Liaison » ; Yigal Sheffy, « Overcoming Strategic Weakness: The Egyptian Deception and the Yom Kippur War » ; Paul Maddrell, « The Western Secret Services, the East German Ministry of State Security and the Building of the Berlin Wall » ; Anthony Glees et Philip H.J. Davies, « Intelligence, Iraq and the Limits of Legislative Accountability during Political Crisis » ; Michael Fitzgerald et Richard Ned Lebow, « Iraq: The Mother of All Intelligence Failures ».

INTELLIGENCE AND NATIONAL SECURITY, vol. 21, n° 6, décembre 2006 : Christian Biological Attacks and the Non-State Actor: A Threat Assessment » ; J.J. Widen, « The Wennerström Spy Case: A Western Perspective » ; Arthur S. Hulnick, « What's Wrong with the Intelligence Cycle » ; Matthew M. Aid, « Prometheus Embattled: A Post 9/11 Report Card on the National Security Agency » ; Jack Davis, « Intelligence Analysts and Policymakers: Benefits and Dangers of Tensions in the Relationship » ; Paul R. Pillar, « Good Literature and Bad History: The 9/11 Commission's Tale of Strategic Intelligence » ; David W.J. Gill, « Research Notes – Harry Pirie-Gordon: Historical Research, Journalism and Intelligence Gathering in the Eastern Mediterranean (1908-18) » ; David Kahn, « Research Notes – Surprise and Secrecy: Two Thoughts » ; Peter Jackson, « Review Article – Intelligence and the State: An Emerging 'French School' of Intelligence Studies ».

THE JOURNAL OF MILITARY HISTORY, vol. 70, n° 3, juillet 2006 : Timothy May, « The Training of an Inner Asian Nomad Army in the Pre-Modern World » ; Tim Cook, « The Politics of Surrender: Canadian Soldiers and the Killing of Prisoners in the Great War » ; James McRandle and James Quirk, « The Blood Test Revisited: A New Look at German Casualty Counts in World War I » ; John Wands Sacca, « Like Strangers in a Foreign Land: Chinese Officers Prepared at American Military Colleges, 1904-37 » ; Matthew R. Schwonek, « Kazimierz Sosnkowski as Commander in Chief: The Government-in-Exile and Polish Strategy, 1943-1944 » ; Sandra L. Powers, « Historiographical Essay – Studying the Art of War: Military Books Known to American Officers and Their French Counterparts During the Second Half of the Eighteenth Century ».

THE JOURNAL OF MILITARY HISTORY, vol. 70, n° 4, octobre 2006 : Ciro Paoletti, « Prince Eugene of Savoy, the Toulon Expedition of 1707, and the English Historians – A Dissenting View » ; Drew Gilpin Faust, « 'Numbers on Top of Numbers': Counting the Civil War Dead » ; Vincent Orange, « The German Air Force is Already 'The Most Powerful in Europe': Two Royal Air Force Officers Report on a Visit to Germany, 6-15 October 1936 » ; Michael Alfred Peszke, « Historiographical Essay – An Introduction to English-Language Literature on the Polish Armed Forces in World War II » ; Douglas Porch, « Writing History in the 'End of History' Era – Reflections on Historians and the GWOT ('Global War on Terrorism') » ; Roger Spiller, « Military History and its Fictions ».

THE JOURNAL OF MILITARY HISTORY, vol. 71, n° 1, janvier 2007 : Donald J. Kagay, « The Defense of the Crown of Aragon during the War of the Two Pedros (1356-1366) » ; Phillip S. Meilinger, « A History of Effects-Based Air Operations » ; David Milne, « 'Our Equivalent of Guerrilla Warfare': Walt Rostow and the Bombing of North Vietnam, 1961-1968 ». Ce numéro contient en outre un dossier de quatre articles consacrés à l'histoire de la cavalerie au XX^e siècle, introduits par une présentation du rédacteur en chef, Bruce Vandervort : Gervase Phillips, « Scapegoat Arm: Twentieth-Century Cavalry in Anglophone Historiography » ; Stephen Badsey, « The Boer War (1899-1902) and British Cavalry Doctrine: A Re-Evaluation » ; Jean Bou, « Cavalry, Firepower, and Swords: The Australian Light Horse and the Tactical Lessons of Cavalry Operations in Palestine, 1916-1918 » ; Alexander M. Bielakowski, « General Hawkins's War: The Future of the Horse in the US Cavalry ».

THE JOURNAL OF SLAVIC MILITARY STUDIES, vol. 19, n° 2, juin 2006 : Sharyl Cross, « Russia's Relationship with the United States / NATO in the US-Led Global War on Terrorism » ; Andreas Umland, « Zhirinosky in the First Russian Republic: A Chronology of Events 1991-1993 » ; Ryan C. Hendrickson, Jonathan Campbell et Nicholas Mullikin, « Albania and NATO's 'Open Door' Policy: Alliance Enlargement and Military Transformation » ; Leo J. Daugherty III, « So You Want to be a Soldier? The US Army, The Soviet Threat, and The Transition to the All-Volunteer Force, 1970-1975 » ; Alexander Hill, « British 'Lend-Lease' Tanks and the Battle for Moscow, November-December 1941 – A Research Note » ; Brian Dohan, « Carl von Clausewitz, His Trinity, and the 1812 Russian Campaign » ; Lieutenant-Colonel Wayne D. Eyre, « Operation Rösselsprung and the Elimination of Tito, May 25, 1944: A Failure in Planning and Intelligence Support » ; Aleksei Gavrilovich Maslov, « I Returned From Prison, Part III » ; David M. Glantz, « The Red Army's Lublin-Brest Offensive and Advance on Warsaw (18 July-30 September 1994): An Overview and Documentary Survey ».

THE JOURNAL OF SLAVIC MILITARY STUDIES, vol. 19, n° 3, septembre 2006 : Stephen J. Cimbala, « Nuclear Force Reductions, Missile Defences, and US-Russian Relations: Managing Contextual Complexity » ; Robert Niebuhr, « War in Slovenia: Doctrine and Defeat » ; Brian Doham, « Carl von Clausewitz, His Trinity, and the 1812 Russian Campaign, Part Two » ; Lieutenant-Colonel Andrzej Krzak, « Operation Marita: The Attack Against Yugoslavia in 1941 » ; Frank Ellis, « 10th Rifle Division of Internal Troops NKVD: Profile and Combat Performance at Stalingrad » ; LTC (R) Lester W. Grau et LT Jason Falivene, « Mountain Combat: Hard to Move, Hard to Shoot, Even Harder to Communicate » ; Aleksei Gavrilovitch Masov, « I Returned From Prison » ; Robert V. Varylski, « Book Review – Military and Society in Post-Soviet Russia » ; Adam Zamoyski, « Book Review – The Russian Officer Corps in the Revolutionary and Napoleonic Wars, 1792-1815 ».

THE JOURNAL OF SLAVIC MILITARY STUDIES, vol. 19, n° 4, décembre 2006 : Daniel Kowalsky, « The Soviet Union and the International Brigades, 1936-1939 » ; Evan Mawdsley, « Stalin: Victors are not Judged » ; Alexander Hill, « The Allocation of Allied 'Lend-Lease' Aid to the Soviet Union Arriving with Convoy PQ-12, March 1942 – A State Defense Committee Decree » ; Aleksei Gavrilovich Maslov, « I Returned from Prison » ; Brendan Kiernan, « Book Review – The Revolution of Peter the Great » ; Michael Alfred Peszchke, « Book Review – Intelligence Co-Operation between Poland and Great Britain during World War II – The Report of the Anglo-Polish Historical Committee » ; Michael Alfred Peszchke, « Book Review – The Forgotten Few. The Polish Air Force in the Second World War ».

MILITÄRGESCHICHTE n° 1/2006 (le premier numéro de l'année a été diffusé avec la revue *Europäische Sicherheit* d'avril 2006) : Helmuth Hammerich, « 50 ans de Bundeswehr. De la défense de l'avant à la prévention des conflits et à la maîtrise des crises dans un cadre international » ; Martin Meier, « La guerre de forteresse – Le siège de Stralsund en 1715 » ; Harald Potempa, « La Saxe et ses militaires de 1682 à 1918 » ; Jürgen Luh, « La stratégie de Frédéric II durant la guerre de Sept Ans » ; Agilof Kesselring, « Le rideau de fer » ; Gerhard Brugmann, « L'exercice 88 de la défense du territoire. Regard sur la disponibilité des forces pendant la guerre froide » ; Richerd Göbelt, « 30 mai 1956 – la seconde loi relative à l'organisme fédéral de protection des frontières » ; Heiner Bröckermann, « 26 mai 1906 – le premier vol du dirigeable *Parsifal* ».

MILITÄRGESCHICHTE n° 3/2006 (le troisième cahier de l'année a été diffusé avec la revue *Europäische Sicherheit* de novembre 2006) : H. Potempa, « 1806, le double affrontement de l'ancienne Prusse et de l'Empire (962-1806) » ; K.J. Bremm, « Pas de cadavre ! La guerre moderne et les premiers pas des correspondants de guerre » ; W. Petter, « Les intérêts allemands au Congo » ; E. Birk, « Richard Hohly, le peintre de la guerre 'trop ami de la Russie et sans intérêt pour la propagande' » ; J.A. Finke, « Le soulèvement populaire hongrois de 1956 » ; B. Thoss, « Ulrich de Maizières (1912-2006) – Défis et

réponses d'un soldat de transition » ; H.R. Hammerich, « 1906-2006 : le général et comte Johann Adolf von Kielmansegg » ; Marcus von Salisch, « L'assaut sur Yorktown du 14 octobre 1781 ».

REVUE MILITAIRE CANADIENNE, vol. 7, n° 3, automne 2006 : David Harries, « Des principes de guerre pour une ère nouvelle » ; Robert S. Boila, « Plus ça change, plus c'est pareil : les principes de la guerre et la révolution dans les affaires militaires » ; major Ray Stouffer, « La puissance aérienne de l'aviation royale du Canada pendant la guerre froide : Paul Hellyer et le choix du chasseur CF-5 Freedom Fighter » ; major John R. Grodzinski, « 'Nous cette poignée, cette heureuse poignée d'hommes...' : Les officiers généraux canadiens pendant la Première Guerre mondiale ».

SMALL WARS & INSURGENCIES, vol. 17, n° 3, septembre 2006 : Simon Anglim, « Orde Wingate, 'Guerilla' Warfare and Long-Range Penetration, 1940-44 » ; Geraint Hugues, « A 'Post-War' War: The British Occupation of French Indochina, September 1945-March 1946 » ; Pang Yang Huei, « Beginning of the End: ARVN and Vietnamisation (1969-72) » ; Robert M. McNab et Abdul Latif Mohamed, « Human Capital, Natural Resource Scarcity and the Rwandan Genocide » ; C. Christine Fair et Peter Chalk, « United States Internal Security Assistance to Pakistan » ; major Robert Feldman, « Fund Transfers – African Terrorists Blend Old and New: Hawala and Satellite Telecommunications » ; Carter Malkasian, « The Role of Perceptions and Political Reform in Counterinsurgency: The Case of Western Iraq, 2004-2005 ».

SMALL WARS & INSURGENCIES, vol. 17, n° 4, décembre 2006 : Thomas Mockaitis, Mirjam Grandia et Joseph Soeters, « Introduction » ; Thijs W. Brocades Zaalberg, « Countering Insurgent-Terrorism: Why NATO Chose the Wrong Historical Foundation for CIMIC » ; Irene van der Kloet, « Building Trust in the Mission Area: A Weapon Against Terrorism? » ; Myriame Bollen, Eric Linssen et Sebastiaan Rietjens, « Are PRT's Supposed to Compete with Terrorists? » ; Paul Shemella, « Interagency Coordination: The Other Side of CIMIC » ; Muhammad Haniff Bin Hassan et Kenneth George Pereira, « An Ideological Response to Combating Terrorism – The Singapore Perspective » ; Thomas Mockaitis, « Conclusion ».

VOENNO-ISTORITCHESKII JOURNAL, n° 8/556, août 2006 : M.V. Shadskaya, « L'édification morale de l'officier russe dans la seconde moitié du XIX^e siècle » ; Baidarov, « Les problèmes de recrutement de l'armée russe au tournant des XIX^e et XX^e siècles » ; A.V. Ganin, « Les cosaques d'Orenbourg dans la guerre civile et l'émigration, 1917-1945 » ; V.V. Kapistka, « Les activités des services de renseignement japonais en URSS dans les années 30 ».

VOENNO-ISTORITCHESKII JOURNAL, n° 9/557, septembre 2006 : P.T. Kunitskiy, « La chute de Berlin : quand pouvait-elle se produire ? » ; A.V. Filimonov, « Le 'Dossier spécial' du général de division Rokossovsky » ; V.B. Konasov, « Les sentences des tribunaux militaires à l'encontre des traîtres et saboteurs, 1945 » ; O.E. Ashcheulov, « L'artillerie soviétique dans la défense de Moscou, en 1941 » ; A.A. Chertopolokh et S.A. Sakun, « Le soutien 'information' de l'opération antiterroriste dans le Nord-Caucase – conclusions et leçons, 1999-2006 » ; V.I. Rashkulev, « À propos des origines de l'union politico-militaire russo-moldave, à la fin du XV^e siècle » ; D.Yu. Arapov, « Les musulmans dans les forces armées russes au tournant des XIX^e et XX^e siècles » ; G.M. Spitalev, « La création des infrastructures au sol pour les lanceurs spatiaux ré-utilisables, 1978-1980 » ; E.V. Belova, « Les volontaires balkaniques dans l'armée russe, 1853-1856 » ; E.N. Rukavishnikov, « La marine russe dans les crises balkaniques de 1897 et 1898 ».

VOENNO-ISTORITCHESKII JOURNAL, n° 10/558, octobre 2006 : D.Yu. Kozlov, « La flotte de la Baltique dans la campagne de 1914 » ; A. Aranovitch, « L'intendance de l'armée russe au tournant des XIX^e et XX^e siècles » ; M. Slinkin, « Le Kurdistan turc : un quart de siècle de lutte armée sans perspective de victoire ».

VOENNO-ISTORITCHESKII JOURNAL, n° 11/559, novembre 2006 : M.A. Gareev, « Pour empêcher les falsifications et les mauvaises représentations de la Grande Guerre patriotique » ; V.T. Iminov, « Théoriciens militaires célèbres et inconnus » ; D. Yu. Kozlov, « La flotte de la Baltique dans la campagne de 1914, 2^e partie » ; A.I. Kovaltchuk, « L'artillerie antiaérienne de campagne pendant la première partie de la Grande Guerre patriotique » ; V.I. Lota, « La contribution des membres des services de renseignement militaires à la conception d'armes nucléaires soviétiques, 1941-1945 » ; S.L.

Korobitsyn, « L'étude de l'histoire militaire est une affaire de grande importance pour l'État » ; S.L. Petchurov, « Les forces armées allemandes : du modèle prussien au modèle anglo-saxon ».

WAR IN HISTORY, vol. 13, n° 3/2006 : Thomas Hippler, « Conscription in the French Restoration: The 1818 Debate on Military Service » ; E.W. McFarland, « 'Empire-Enlarging Genius': Scottish Imperial Yeomanry Volunteers in the Boer War » ; George Morton Jack, « The Indian Army on the Western Front, 1914-1915: A Portrait of Collaboration » ; John Farquharson, « Britain and the Flying Bomb: The Research Programme between the Two World Wars ».

WAR IN HISTORY, vol. 13, n° 4, 2006 : David Stewart Bachrach, « Military Logistics during the Reign of Edward I of England, 1272-1307 » ; Carlos Alfaro Zaforteza, « The Moderado Party and the Introduction of Steam Power in the Spanish Navy, 1844-1854 » ; P.R.J. Winter, « British Intelligence and the July Bomb Plot of 1944: A Reappraisal » ; William W. Ralph, « Improvised Destruction: Arnold, LeMay, and the Firebombing of Japan ».

WAR & SOCIETY, vol. 25, n° 2, octobre 2006 : Alistair Thomson, « Anzac Stories: Using Personal Testimony in War History » ; Michelle Fowler, « 'Death is not the Worst Thing': The Presbyterian Press in Canada, 1913-1919 » ; Bart Ziino, « A Kind of Round Trip: Australian Soldiers and the Tourist Analogy, 1914-1918 » ; David Lockwood, « War, the State and the Bourgeois Revolution » ; Gregor Kranjc, « 'To Save What is Savable': The Slovene Response to Overwhelming Military Force and Political Trisection, 1941-1945 » ; S.P. MacKenzie, « Broadcasting the New Navy: the BBC-TV Series *Warship* (1973-1977) ».

8 Les notes du CEHD

Commission socioculturelle animée par Claude d'Abzac-Epezy, chargée de recherches au CEHD

La contestation du service national dans les années 1970, par Christophe Gracieux.

Le service national, tout spécialement dans sa composante militaire, fut contesté avec une ampleur particulière à partir du milieu des années 1960. Ce mouvement atteignit son paroxysme au cours de la décennie suivante : il prit alors la forme d'une remise en cause des obligations militaires plus ou moins profonde et élaborée qui se manifesta sous les aspects les plus divers. Jamais dans l'histoire séculaire de la conscription sa contestation n'avait connu une telle intensité, tant dans la société qu'au sein de l'armée française elle-même, puisqu'elle gagna les premiers concernés, à savoir les appelés.

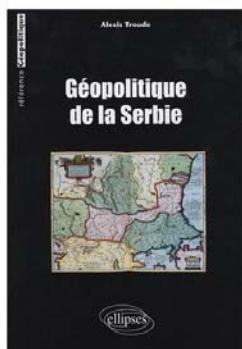
Cette remise en cause du service militaire trouve ses racines dans les événements de mai 1968. Toutefois, de manière surprenante, tandis que tous les autres piliers sociaux traditionnels ont alors été rejetés, le mouvement a épargné les casernes, et partant la conscription. En fait, la question du service militaire a été très largement ignorée par les principaux acteurs étudiants et ouvriers : elle ne figurait presque jamais parmi les revendications de mai 1968 qui prenaient pourtant pour cibles les institutions établies et les contraintes exercées sur la jeunesse. En outre, en dépit des craintes initiales du commandement d'une extension de l'agitation étudiante aux casernes, les appelés qui étaient alors sous les drapeaux n'ont pas participé au mouvement ni manifesté la moindre solidarité à son égard. Cependant, si le service militaire n'a pas directement été atteint par le séisme de 1968, il l'a été par ses répliques qui, au cours des années 1970, en lézardent sérieusement les fondations.

La remise en cause de la conscription se fonde d'une part sur le sentiment qu'elle est désormais inutile, voire obsolète : la menace d'une guerre semble effectivement dissipée depuis l'entrée de la France dans une ère de paix en 1962 et l'adoption de la force de dissuasion. D'autre part, des brèches ont été ouvertes au sein des dogmes de l'égalité et de l'universalité du service militaire. Ce dernier n'est plus de facto la seule composante des obligations dues à la nation : la loi du 9 juillet 1965 a instauré quatre formes différentes pour accomplir son service national, dont trois civiles. Dans le même temps, dispenses, exemptions et affectations préférentielles ne cessent de se multiplier. Ces imperfections de plus en plus apparentes du service militaire alimentent l'essor d'un courant favorable à la réforme voire à la suppression de la conscription, même si les partisans de l'armée de métier demeurent nettement minoritaires dans l'opinion, et plus encore au sein de la classe politique.

Surtout, la décennie 1970 marque le détachement d'une fraction croissante des jeunes Français à l'égard du service militaire, ceci dès avant leur passage sous les drapeaux. Il leur apparaît dorénavant avant tout comme un impôt temporel, aux conditions d'exécution de moins en moins supportables. La désaffection de la jeunesse vis-à-vis des obligations militaires tourna même au divorce dans le cas des étudiants et des lycéens. Elle surgit en plein jour, au printemps 1973, à l'occasion du mouvement qui remit en cause la loi Debré sur le service national, adoptée en 1970, même si c'est davantage la suppression des sursis qui était rejetée que le principe même du service militaire.

Si, comme en 1968, le contingent est alors de nouveau épargné par l'agitation, la configuration change radicalement un an plus tard : avec la publication, quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle de 1974, d'un « Appel des cent » porteur de revendications qui visaient à libéraliser le service militaire, des appelés figurent pour la première fois à la pointe de la contestation. D'externe, celle-ci devient interne. Des manifestations de conscrits à Draguignan en septembre 1974 ou à Karlsruhe en janvier 1975 en renforcent ensuite la visibilité. Le mouvement gagne dès lors en ampleur : des comités de soldats se forment dans de nombreuses unités. Diffusées notamment via des bulletins, leurs revendications – plus particulièrement celles sur les conditions d'exécution du service – leur confèrent une audience beaucoup plus large que ne l'indiquent la clandestinité de leurs structures et leurs faibles effectifs totaux, chaque comité ne réunissant en fait que quelques soldats, le plus souvent d'extrême gauche. En novembre 1975, des sections syndicales d'appelés issues de comités de soldats voient même le jour à Besançon et Chaumont. Cependant, dès 1976, le mouvement de contestation qui touche le contingent décline, tant du fait de concessions matérielles octroyées par le gouvernement, que de la répression qui le frappe, sous forme de sanctions disciplinaires, voire d'inculpations devant la Cour de sûreté de l'État à la fin de 1975. Au finale, s'il demeure encore largement accepté au sortir des années 1970, le service militaire ne sort pas indemne de cette vague de contestation polymorphe sans précédent.

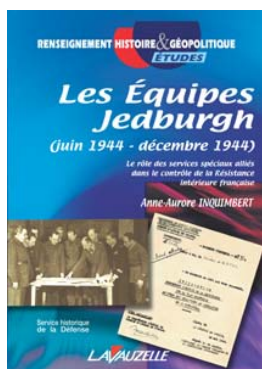
9.1 Alexis Troude



Géopolitique de la Serbie, Paris, Ellipses, 2006, 285 pages, ISBN: 2-7298-2749-8

Alexis Troude, Professeur d'Histoire Géographie, a travaillé à l'IEP de Paris sur le processus d'intégration nationale des musulmans de l'espace yougoslave et à l'Institut National des Langues Orientales sur la question nationale serbe. Expert international à la deuxième conférence internationale sur le " Génocide dans l'Etat oustachi (1941-1945) ", il a participé aux travaux de la commission d'histoire socio-culturelle des armées du CEHD sur le thème « guerre et société dans les Balkans ». Cet ouvrage offre une synthèse précieuse, parfaitement documentée et toujours d'actualité car les guerres yougoslaves ne sont pas terminées. Plus de dix ans après les accords de Dayton les questions de réfugiés, de frontières nationales, d'oppositions identitaires restent posées. Sur cet échiquier balkanique explosif, la Serbie, grande perdante de l'explosion de la Yougoslavie et entourée de voisins au seuil de l'Union européenne, cherche sa place. Preuves historiques à l'appui, Alexis Troude soutient que cet Etat a été la victime plus que le bourreau dans les guerres de décomposition de la Yougoslavie ; agressé par les géopolitiques allemande, américaine et islamique, c'est en cherchant à se défendre qu'il a été entraîné sur la pente de la radicalisation extrême. Menacé de minorisation, le peuple serbe va devoir affronter de nombreux défis. La transition économique vers l'économie de marché, les relations avec le Monténégro indépendant, le statut du Kosovo-Métochie, la perspective de l'Union européenne... L'auteur va même plus loin : si l'Europe continue de nier les intérêts du peuple serbe, celui-ci ne risque-t-il pas de se retourner vers la Russie ou l'Orient extrême ?

9.2 Anne-Aurore Inquimbert



Les équipes Jedburgh (juin 1944 - décembre 1944), le rôle des services spéciaux alliés dans le contrôle de la Résistance intérieure française, Paris, Lavauzelle, 2006, 208 p., ISBN : 2-7025-1307-7

Dans cet ouvrage réalisé avec le concours du Service historique de la Défense, Anna-Aurore Inquimbert, doctorante à l'université de Paris IV Sorbonne se penche sur un point particulier de la collaboration entre les services spéciaux alliés au cours de la Deuxième Guerre mondiale. A partir des archives du bureau central de renseignement et d'action et de divers fonds privés conservés aux Archives nationales et au Service historique de la Défense, elle retrace l'histoire de ces agents parachutés en France dès le débarquement de Normandie avec pour mission de faire agir les groupes militaires de la résistance dans le cadre de plans préétablis. Près d'une centaine d'équipes ont ainsi agi dans 54 départements français du débarquement à la Libération du territoire. Elles étaient composées le plus souvent de trois membres, un officier français des forces françaises combattantes, un officier américain et britannique et un transmetteur. L'auteur au moyen d'une approche très serrée des sources disponibles montre quel était le recrutement et la formation de ces équipes, ainsi que leurs conditions d'action dans un contexte politico-militaire confus.

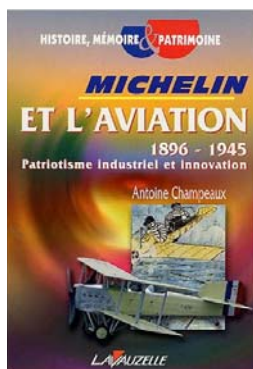
9.3 Albert Pestre



À quoi tient la vie, Récit, Paris, La Société des écrivains, 2005, 414 p. ISBN 2-7480-2675-6

Cet ouvrage, préfacé par le général François Maurin, ancien chef d'état major des armées nous livre le témoignage de l'auteur, le général Albert Pestre. Né en Algérie, de parents enseignants tous deux, il a vécu enfant le choc de la débâcle de 1940 et les répercussions de l'attaque de Mers-El-Kébir avant de choisir la carrière d'aviateur. Il fait partie de la génération d'officiers de l'armée de l'Air, qui ont partagé leur formation entre Marrakech et les Etats-Unis mais qui n'ont pas participé aux opérations aériennes en Europe. Envoyé en Indochine dans un groupe de transport, puis à Villacoublay, il repart aux Etats-Unis dans les années cinquante pour encadrer de jeunes pilotes français en formation, puis est affecté à la base d'Oran-La Senia pendant la guerre d'Algérie. Plus qu'un simple témoignage, cet ouvrage livre une perception des événements de la guerre et de l'après guerre et une analyse des enjeux politiques et des drames de conscience de cette période.

9.4 Antoine Champeaux



Michelin et l'Aviation 1896 – 1945. Patriotisme industriel et Innovation, Paris, Lavallière 2006, 513 p. ISBN: 2-7025-1301-8

Ce livre vient opportunément combler une lacune et rendre hommage au rôle pionnier des frères Michelin, André (1853-1931) et Michel (1859-1940) dans l'histoire de l'aviation. Avant même la guerre 1914-1918, les frères Michelin expriment leur passion pour l'aéronautique en fabricant des toiles caoutchoutées et des accessoires pour les dirigeables et les avions tout en stimulant la recherche et les records à travers les coupes Michelin d'aviation. En 1914, ils s'engagent résolument en faveur de la création d'une véritable aéronautique miliaire spécialisée et convertissent leur système de production en construisant à Clermont Ferrand des avions de bombardement Breguet. Ils inventent le B2 "avion de la victoire" et vont jusqu'à participer à la définition d'une doctrine du bombardement. C'est à eux que l'on doit la naissance de l'école de bombardement d'Aulnat. Après la Grande Guerre, les frères Michelin militent en faveur de la diffusion de l'aviation populaire. Ils créent et animent le Comité français de propagande aéronautique, participent au développement de l'aviation commerciale et s'engagent pour le développement d'une défense aérienne du territoire. Ce vaste travail, très soigneusement documenté est issu d'une thèse de doctorat d'histoire. Son auteur, lieutenant colonel d'infanterie de Marine, dirige actuellement le musée des troupes de Marine de Fréjus.

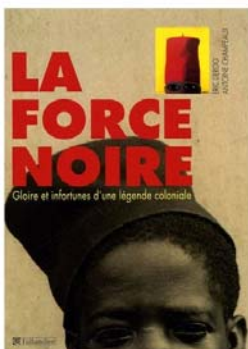
9.5 Anne Bernou-Fieseler et Fabien Théofilakis



Dachau Mémoires et histoire de la déportation — Regards franco-allemands, sous la direction de, Paris, Editions Tirésias, 2006, 320 p. ISBN: 2-9152-9336-8

A l'occasion de la commémoration du 60e anniversaire de la libération du camp de Dachau, un colloque franco allemand intitulé « mémoires et histoire de l'expérience concentrationnaire » a été organisé à Munich les 29 et 30 avril 2005. Les organisateurs étaient Anne Bernou Fieseler, professeur d'histoire géographie au Lycée français de Munich et Fabien Théofilakis agrégé d'histoire qui prépare une thèse sur les prisonniers de guerre allemands en France à l'Université de Paris X Nanterre. Les actes de ce colloque sont publiés sous leur direction et rassemblent diverses études qui permettent de croiser la mémoire de la déportation, l'histoire telle qu'elle résulte des travaux des chercheurs, et également « l'histoire de la mémoire » perçue en tant que partie prenante de la construction d'une culture d'après guerre. Harold Marcuse retrace ainsi l'histoire du camp de Dachau depuis 1945 ; le souvenir des lieux d'internement et de la déportation en France est l'objet de l'étude d'Olivier Laliou ; Barbara Vormeier effectue un bilan statistique de la déportation à Dachau ; Jean-Marc Dreyfus aborde la question délicate de la différence des conditions réservées en France aux déportés politiques par rapport aux déportés raciaux ; Ludwig Eiber présente une histoire du camp de Dachau depuis 1933 ; Robert Steegmann trace l'histoire croisée des camps de Dachau et de Struthof-Natzweiler ; Christian Delage et Matthias Steinle évoquent la libération des camps vus par le cinéma ; Sarah Gensburger développe la problématique des cadres sociaux de la mémoire tandis que Bernd Faulenbach évoque l'évolution de la mémoire des camps à l'Est depuis l'unification allemande ; Olaf Jansen revient sur la mémoire du passé nazi dans les familles allemandes. Dans un tout autre domaine, Detlef Hoffman présente la question de l'art à Dachau, suivi par Yves Michaud et Annette Becker qui s'interrogent sur l'esthétisation de l'horreur. Les propos des historiens sont complétés par les témoignages des déportés : Jean Samuel, Paul Kerstenne et le général André Delpech, président du comité international de Dachau racontent leurs expériences, les souffrances atroces et les horreurs des convois en comparaison desquels l'arrivée au camp représentaient le salut, les camps extérieurs, les exécutions sommaires, les ravages des épidémies. Tout au long de ces pages, la mémoire est donc étudiée dans son sens large : mémoire institutionnalisée à travers les « lieux de mémoire », mémoire individuelle transmise par les témoignages et analyse historique ou sociologique de la mémoire. Dans une perspective d'histoire et de mémoire partagées, la publication des actes de ce colloque qui a bénéficié du soutien de nombreux organismes publics de part et d'autre du Rhin, est le signe d'un rapprochement franco allemand sur de véritables perspectives mémorielles qui dépassent la commémoration pour inclure l'analyse historique.

9.6 Eric Deroo et Antoine Champeaux



La force noire : Gloire et infortunes d'une légende coloniale, Paris, Tallandier, 2006, 223 p. ISBN: 2-8473-4339-3

Pendant plus d'un siècle, de 1857 aux années 1690, ils ont participé à toutes les guerres de la France. Baptisés " tirailleurs indigènes " ou " Force noire ", caricaturés " chair à canon ", " honte noire " ou " y'a bon banania ", leur histoire est faite de gloire, de larmes et de sang. Héros de l'aventure coloniale, ils en incarnent toutes les ambiguïtés, les espoirs et les drames. A partir d'une documentation et d'une iconographie rare, les deux auteurs - le cinéaste Eric Deroo et le lieutenant-colonel Antoine Champeaux, (historien et conservateur du musée des troupes de marine de Fréjus) - ont comparé les images fabriquées par la propagande et celles prises sur le vif, les documents privés et les sources officielles. Ce travail de confrontation entre les faits historiques et les mythologies permet de resituer une part de l'histoire des troupes indigènes qualifiée par les auteurs de " chaotique, mais moins inique qu'il n'y paraît ". Ils insistent sur la solidarité témoignée par les Français, au front, comme dans les garnisons. Les anciens combattants français ont ainsi participé au combat de leurs camarades africains pour la décrystallisation de leurs pensions. Ce livre se veut avant tout un hommage aux centaines de milliers d'Africains et de Malgache qui n'ont jamais mesuré leur engagement ni leur sang pour une France si lointaine.

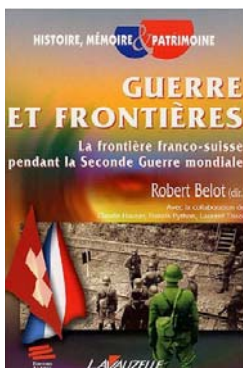
9.7 Georges Vidal



La Grande Illusion ? Le Parti communiste français et la Défense nationale à l'époque du Front populaire, Presses Universitaires de Lyon (2006 - 484 p. - ISBN : 2-7297-0786-7 - 30 euros).

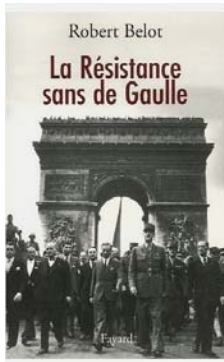
Face au réarmement de l'Allemagne hitlérienne, quelles furent les véritables intentions du Parti communiste français en matière de Défense nationale : affaiblir la puissance militaire française ou garantir au pays les moyens de sa défense ? Cette alternative triviale recouvre interrogations et controverses historiographiques : sous le masque du pacifisme et du patriotisme, les communistes français ont-ils souhaité la guerre européenne afin de s'emparer du pouvoir ? Ou au contraire cherché à faire reculer les risques de guerre en soutenant le renforcement de l'outil militaire français ? Moscou, à travers le Komintern, a-t-il voulu favoriser la conclusion d'une solide alliance militaire franco-soviétique ? À moins que les desseins de Staline aient été d'affaiblir la France de l'intérieur. Ainsi le PCF abandonne peu à peu l'antimilitarisme révolutionnaire et adhère au principe de Défense nationale. Pourtant, l'Union soviétique demeure la véritable patrie et l'Armée rouge, celle des prolétaires. À l'inverse, la majorité des officiers et du haut commandement continuent de considérer les communistes comme « l'ennemi intérieur ». Cette articulation originale entre PCF et armée fournit l'étude d'une relation réciproque inédite qui éclaire l'histoire de l'institution militaire, des aspects importants de l'histoire des relations internationales et des mécanismes de construction des opinions publiques. À partir de sources d'origines diverses, en particulier de documents inédits ou peu exploités trouvés dans les archives du mouvement communiste et du contre-espionnage français, Georges Vidal apporte des éléments de réponses tout en élargissant sensiblement sa problématique dans une approche renouvelée des relations entre les communistes, l'armée et la Défense nationale. Professeur agrégé au lycée Joffre (Montpellier) et docteur en Histoire, Georges Vidal est membre de l'équipe de l'ESID (État-Sociétés-Ideologie-Défense), UMR 5609 CNRS-Montpellier III.

9.8 Robert Belot



Guerre et frontières. La frontière franco-suisse pendant la seconde guerre mondiale. Paris, Lavauzelle, coll. Histoire, Mémoire et Patrimoine, 2006, 366 p.

Cet ouvrage, dirigé par Robert Belot, réunit les communications d'un colloque international qui s'est tenu à Porrentruy, en Suisse, les 22 et 23 avril 2005. Il s'inscrit dans le contexte d'un intérêt nouveau pour la notion de frontière, à l'heure où elles s'effacent en Europe. Pendant la seconde guerre mondiale, l'ensemble des protagonistes de la région se sont efforcés d'ériger l'espace frontalier entre la France et la Suisse en zone infranchissable. Mais au fil des contributions, on distingue les limites des politiques coercitives sur cette « société frontalière » qui constitue une spécificité de la frontière franco-suisse. Le livre aboutit à des conclusions inédites sur les représentations réciproques des pays en guerre grâce à des approches nouvelles, comme le facteur religieux, le rôle de la radio, les passages d'enfants. Mais au-delà de ce cadre historique et géographique précis, ce sont les notions mêmes de frontière et d'interspatialité qui sont interrogées.



La Résistance sans de Gaulle : Politique et gaullisme de guerre, Paris, Fayard, 2006, 668 p.

Robert Belot, professeur à l'université de technologie de Belfort-Montbéliard est spécialiste de l'histoire culturelle et politique des conflits contemporains, il a écrit de nombreux travaux sur la France des années noires et la Résistance. Dans cet ouvrage il montre combien pour arriver à l'image d'une France unie et réconciliée avec elle-même, il a fallu affronter de nombreux combats franco-français et neutraliser bien des rivalités. Les hommes de l'armée des ombres et les " féodaux " de la Résistance avaient eu leur propre cheminement et avaient couru les risques les plus extrêmes. Ils entendaient, une fois sortis du monde clandestin, constituer le pôle autour duquel s'organiserait la renaissance politique. Le retour en grâce des partis ne leur en a pas laissé la possibilité et de Gaulle souhaitait les convertir à une logique d'Etat. Il faut ajouter que la résistance et la non-accommodation n'ont pas toujours, en France, dans l'Empire ou à l'étranger, emprunté la voie gaulliste et s'y sont parfois même opposées. Bien loin de l'image qu'il a donnée de lui après guerre, le gaullisme n'a pas pu

absorber toutes les postures du refus. La Résistance s'est longtemps pensée sans de Gaulle, sinon contre lui. Et le Général a lui-même été conduit, pour restaurer la République, à penser son action sans la Résistance, alors que d'aucuns l'accusaient de préparer l'avènement d'une dictature. Cet ouvrage, loin d'être un simple récit d'une résistance pensée sans de Gaulle, pose la question : peut-on transformer une révolte morale en fait politique ?

9.9 Jean-Claude Pomonti



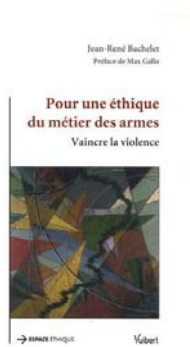
Un Vietnamien bien tranquille. L'extraordinaire histoire de l'espion qui défia les Américains, Paris, éditions des équateurs, 2006, 187 p.

Étonnant destin que celui de Pham Xuan An, un homme que rien ne prédestinait au renseignement sinon son prénom (An signifie « secret » ou « caché »...), et qui fut pourtant, du début à la fin de la guerre du Vietnam, l'espion le plus stratégique du régime communiste au sud du 17^e parallèle. Entré en résistance contre les Français, à la fin des années 1940, An est recruté par le parti communiste en 1953. Il commence sa carrière d'agent de renseignement l'année suivante, comme sous-officier au sein de la mission américaine d'entraînement des forces armées sud-vietnamiennes (la TRIM), où il tisse ses premiers réseaux de relations avec les officiers supérieurs sud-vietnamiens et les Américains, membres de la CIA compris. Le Parti juge que le journalisme constituera la meilleure des couvertures : An rejoint donc la Californie pour y apprendre son nouveau métier. À son retour au Vietnam, en 1959, le docteur Tuyen, patron des services secrets du régime diémiste, lui propose de travailler avec lui.

Existe-t-il une meilleure manière de renseigner Hanoi que de devenir agent des services secrets sud-vietnamiens ? Comble de l'ironie, sa couverture sera un poste à l'agence officielle Vietnam-Presse ! Travaillant successivement pour Vietnam-Presse, Reuters et Time, An devient un journaliste respecté, dont les analyses, au plus fort de la guerre, sont particulièrement prisées. En même temps, fort d'un excellent carnet d'adresses et d'un important réseau de collaborateurs clandestins, il fournit des informations stratégiques à Hanoi. À plusieurs reprises, ses analyses jouent même un rôle essentiel dans les succès militaires du Nord : lors de la bataille d'Ap Bac en janvier 1963, de l'offensive du Têt en 1968, ou de l'offensive finale au printemps 1975. Ainsi, avec des moyens modestes et au prix de risques que l'on peine à s'imaginer, Anh a sans doute apporté une contribution majeure – sur laquelle l'histoire militaire devrait se pencher – au succès final de l'armée de Giap. On nous assure d'ailleurs que plusieurs ouvrages américains sont en préparation à ce sujet.

En retraçant ce parcours peu banal, l'auteur livre aussi au lecteur, par touches successives, une part de lui-même. Coopérant au Sud-Vietnam entre 1965 et 1967, au moment de la montée en puissance de la machine de guerre américaine, Jean-Claude Pomonti revient en 1968, cette fois-ci avec le titre envié de correspondant permanent du Monde. Hormis quelques absences en 1973-1974, du fait des mesures d'expulsion prises contre lui par le régime de Saigon, Jean-Claude Pomonti a couvert la guerre du Vietnam avec une obstination et une honnêteté qui, aujourd'hui encore, font honneur à la profession journalistique.

9.10 Jean-René Bachelet



Pour une éthique du métier des armes. Vaincre la violence, Paris, Vuibert, 2006, 184 p. (préface de Max Gallo).

L'ouvrage se présente sous la forme d'un recueil réunissant une dizaine d'articles et de conférences du général d'armée Jean-René Bachelet. Il s'interroge sur le sens de l'action militaire et tenter d'en réactualiser la dimension éthique. Servie par sa propre expérience (l'auteur a notamment commandé le secteur de Sarajevo en 1995), une culture historique étendue et une riche actualité, la réflexion du général Bachelet revisite pour l'enrichir la tradition « humaniste » de l'armée, dont Vauban, Gallieni ou Lyautey furent, parmi d'autres, les défenseurs. À l'heure où beaucoup s'interrogent, au sein comme en dehors des cercles militaires, sur la fonction d'une armée confrontée aux nouveaux et nombreux défis du « maintien de la paix » à l'étranger, un tel effort intellectuel ne peut qu'être bienvenu. Surtout lorsqu'il insuffle, au-delà des responsables, un esprit nouveau dans la formation et – il faut l'espérer – le comportement des militaires : ainsi, l'actuel code du soldat (1999), qui doit

beaucoup au général Bachelet, stipule dans son 3e article que « maître de sa force, [le soldat] respecte l'adversaire et veille à épargner les populations ». C'est à un usage efficace, adapté et surtout maîtrisé de la violence que le soldat est convié, loin d'une « efficacité sans limite » dont l'histoire a prouvé le caractère inutile et contre-productif ; loin également d'un certain angélisme auquel Pascal, cité par l'auteur, a depuis longtemps tordu le coup (« Qui veut faire l'ange fait la bête »...). Pour se garder des dangers d'un usage insuffisant ou excessif de la force, l'armée française, sinon européenne, en subordonne l'exercice aux principes d'efficacité et de maîtrise. Pour le général Bachelet, cette volonté de « vaincre la violence dans le respect de la dignité de l'homme » traduit une véritable fracture culturelle avec la conception qui prévaut aux États-Unis. Elle constitue, par conséquent, un véritable enjeu de civilisation.

10 Publications

« Anthologie des textes fondateurs des armées françaises »

Qu'est-ce qu'une armée ? Qu'est-ce que l' « armée française », dans sa profondeur et sa continuité historiques, avec ses us et coutumes, ses symboles, ses traditions ?

Réalisés à l'initiative du Centre d'études d'histoire de la défense (CEHD), organisme rattaché directement au Secrétariat général pour l'Administration du ministère de la défense, les trois volumes de la présente Anthologie, couvrant la période allant du XIV^e au XIX^e siècle, se proposent d'apporter une réponse, nécessairement variable selon les périodes envisagées, de nature institutionnelle et réglementaire.

Un découpage chronologique s'imposait : encore des sous-ensembles auraient-ils pu être envisagés, qui n'ont pas été retenus pour des raisons éditoriales aisément compréhensibles. Du moins chacun des tomes, confiés à deux historiennes et un historien qualifiés (Valérie Bessey, Annie Crépin et Pierre Bonin), œuvrant de première main, a-t-il été élaboré sous le contrôle d'un « référent » et soumis à l'examen vigilant d'une commission issue du conseil scientifique du CEHD.



Extrait de la préface du volume premier par le professeur Philippe Contamine.

Valérie Bessey, Naissance d'une nation armée. Le Moyen Age Textes fondateurs de l'armée française., PB, Brepols Publisher, 2006, approx. 300 p.

Cet ouvrage, le premier de la série sur « les textes fondateurs de l'armée française », met à disposition d'un large public trente textes soigneusement édités et intelligemment commentés. Plusieurs de ces textes étaient jusqu'alors inédits.

Le point de départ retenu est le XIV^e siècle, époque où, avec le début de ce qui allait devenir la guerre de Cent Ans, la royauté française commença à promulguer des ordonnances, des édits, des règlements destinés aux forces armées qu'elle levait et employait, avec un succès à vrai dire inégal, sur terre comme sur mer. À partir des années 1350, sous la pression des événements, l'ost du roi de France devint une véritable institution. Les textes couvrent la période allant jusqu'au milieu du XVI^e siècle, terme de ce

premier volume. Tous les aspects de la chose militaire se trouvent éclairés : le recrutement, le financement, l'encadrement, le ravitaillement, l'équipement individuel et collectif, la discipline et la justice, le rôle des villes, la destinée des différentes armes (cavalerie, infanterie, artillerie), les offices ou charges, depuis le connétable et l'amiral de France jusqu'aux capitaines de compagnie.

À parcourir ces documents, on assiste concrètement à la genèse institutionnelle et sociale de l'armée d'Ancien Régime : c'est une page de l'histoire de France qui se trouve désormais mise en lumière et en vedette, grâce à cette étude de première main, que l'on peut qualifier d'exemplaire.

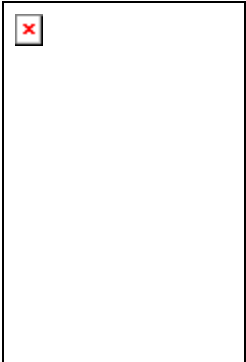


Pierre Bonin, Naissance d'une nation armée. Temps Modernes Textes fondateurs de l'armée française. PB, Brepols Publisher, 2006, approx. 330 p.

La totalité de la législation militaire pour la France d'Ancien Régime se monte à près de cinq mille textes. Mais nombre d'entre eux, comme les ordonnances de réformation qui suivaient les états généraux, ou plus tard ceux du conseil de la guerre en 1787-1788, n'ont connu qu'une application très partielle ou éphémère, voire n'étaient implicitement pas destinés à entrer effectivement en vigueur. Au contraire les vingt-sept actes royaux retenus, présentés et annotés dans cette anthologie, approuvés par un comité d'experts du Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense, ont été choisis en raison de l'importance et de la pérennité des institutions qu'ils ont édifiées. Ils étaient jusqu'à présent d'accès difficile, ou dans des éditions fautives, voire inédits. A la fois fondements et illustrations, ils permettent de rendre compte d'étapes essentielles de l'évolution des armées de terre et de mer et de leurs différentes composantes de la

fin des guerres d'Italie à la Révolution. En effet, la loi sur l'armée touche simultanément à deux domaines particulièrement sensibles pour le souverain de l'Etat moderne, à la fois Roi de guerre et Roi législateur. Certes le monarque dispose pour construire ses forces d'autres moyens plus discrets, et parfois plus efficaces, que les ordonnances. Cependant celles-ci, même imparfaitement appliquées, expriment un idéal législatif de l'armée.

Ayant bénéficié d'une double formation d'historien et de juriste, Pierre Bonin est professeur agrégé d'histoire du droit. Ses recherches portent sur le fonctionnement des institutions de la période moderne. Il a été l'un des coordinateurs de Combattre, gouverner, écrire, Etudes réunies en l'honneur de Jean Chagniot (Economica, 2003), et a publié Bourgeoisie et habitanage dans les villes du Languedoc sous l'Ancien Régime (PUAM, 2005).



Annie Crépin, Naissance d'une nation armée. De la Révolution à la fin du second Empire Textes fondateurs de l'armée française, PB, Brepols publisher, 2006, approx. 330 p.

La Révolution Française est une époque de refondation qui noue de nouveaux liens entre patrie, nation et armée. Période d'avènement d'une guerre nouvelle, prélude de celles du XXe siècle, elle invente une armée nouvelle, celle des citoyens. C'est dire l'importance que revêtent alors les lois de recrutement. Mesures d'exception sous la Révolution, elles aboutissent sous le Directoire à la loi Jourdan, véritablement créatrice de la conscription.

Ce modèle d'armée nationale, sacralisé par les victoires de la Révolution et de Napoléon, est ensuite imité dans toute l'Europe et au-delà, à l'exception des nations de tradition anglo-saxonne. Aucun régime ne le remet en question au XIXe siècle mais chaque régime, par une grande loi militaire, veut apporter sa pierre au système conscriptionnel qui devient un instrument privilégié de l'Etat nation centralisateur et

de l'acculturation politique des Français. En ce sens, la gendarmerie, organisée dès 1791 par la militarisation de l'ancienne maréchaussée royale, témoigne elle aussi des rapports forts complexes qui s'instaurent entre Etat, armée et société civile.

Dans cette armée de conscription, demeure un cadre permanent d'officiers de métier dont la formation initiale, la composition et le statut sont rendus progressivement conformes aux évolutions techniques et stratégiques de cette ère nouvelle.

La période est beaucoup moins heureuse en ce qui concerne la marine et, en dépit des efforts des monarchies censitaires et malgré les grands desseins du second Empire, la France ne parvient pas à renouer avec le destin maritime qui se dessinait pour elle à la période moderne.